



Monsieur Herman Van Rompuy
Président du Conseil Européen
BRUXELLES

Monsieur José Manuel Durão Barroso
Président de la Commission Européenne
BRUXELLES

Monsieur Martin Schulz
Président du Parlement Européen
BRUXELLES

Iruña - Pampelune, le 7 Decembre 2012

Monsieur le Président du Conseil Européen ; Monsieur le Président de la Commission Européenne Monsieur le Président du Parlement Européen,

Nous nous adressons à vous, suite au récent Prix Nobel de la paix que l'Union Européenne s'est vue décernée. Nous nous réjouissons en tant que citoyens et citoyennes basques et européens et nous vous félicitons en tant que hauts responsables de l'Union Européenne.

Indépendamment des considérations partielles que chaque citoyen ou organisation peut faire sur les politiques concrètes que l'Union Européenne a accomplies dans les divers domaines où elle intervient, il est indéniable que le Projet Européen Commun a en règle générale fait prospérer la paix et le développement des droits civils et de l'homme.

Dans cet endroit d'Europe qu'est le Pays Basque, perdure le dernier conflit politique au sein de l'Union Européenne, même si dans la conjoncture actuelle nous nous retrouvons face à un nouveau scénario d'espoir, dans le chemin de la normalisation et de la pacification. Aussi nous voudrions vous transmettre à ce sujet :

Premièrement.- Le conflit dont nous souffrons dans ce territoire européen appelé Pays Basque a des raisons de caractère politique, qui ont pour base la négation de nos droits nationaux comme Peuple. Ce conflit politique a eu un aspect d'affrontement violent qui a perduré pendant de décennies. Lors de ces dernières cinquante années, nous avons connu des actions de violence dans les deux Etats qui ont produit un total de plus de 1400 morts, de milliers de blessés, plusieurs disparus, environ 10.000 personnes torturées et des dizaines de milliers de détenus. Aujourd'hui, il reste environ 800 personnes incarcérées, dans la majorité des cas, pour purger des peines et des condamnations à des centaines et même de milliers de kilomètres de leur lieu d'origine. Pourtant ces dernières années il y a eu des démarches pour que ce conflit passe de la phase d'affrontement à celle de résolution.



Deuxièmement.[®] La Conférence Internationale d'Aïete qui a élaboré un accord en 5 points, a eu lieu il y a maintenant un an. Le premier des points appelait l'ETA à faire une déclaration publique d'arrêt définitif de l'activité armée. Le deuxième réclamait aux gouvernements de l'Espagne et de la France, à ce que, si cette déclaration avait lieu, ils l'acceptent et se décident à entamer des conversations sur les conséquences du conflit armé. En répondant à cette demande des observateurs internationaux, l'ETA a annoncé l'arrêt définitif de la lutte armée. En revanche, non seulement les gouvernements espagnol et français ne se sont pas impliqués dans les conversations sur les conséquences du conflit, mais en plus ils ont agi d'une manière contraire à la logique ou aux critères internationaux de résolution de conflits. Étant donné qu'ils ont continué à procéder à des arrestations, à pratiquer la torture ou des faits de brutalité policière, ou à appliquer l'exceptionnalité dans les mesures et dans la législation, en faisant même abstraction des nombreuses décisions du Tribunal Européen des Droits de l'Homme, en se privant de ce fait, de l'opportunité de mettre de côté la justice d'exception et la répression, et de faire des pas en direction de la paix et la résolution du conflit.

Troisièmement.- Comme l'immense majorité des citoyens basques le défend, l'heure a sonné d'apporter des solutions aux conséquences d'un conflit qui a généré tant de souffrance. En prenant en compte l'expertise et les capacités de l'Union Européenne en matière de pacification, comme le prouve le Prix Nobel de la Paix qui lui a été attribué pour sa participation active dans la résolution des conflits tant au sein de l'Union Européenne qu'à l'extérieur, et étant donné que le conflit basque est un conflit européen, tant pour avoir concerné des citoyens européens que de s'être produit dans deux Etats membres, l'Accord de Gernika souhaite vous demander que :

1. L'Union Européenne invite les Etats membres, la France et l'Espagne, à aborder les conséquences du conflit basque sur la base des critères internationaux de résolution de conflits.
2. Dans le cas où ils ne le feraient pas, que l'Union Européenne prenne la tête de la phase de résolution des conséquences du conflit comme partie impliquée.
3. L'Union Européenne lance un appel pour que les Etats s'engagent à respecter les droits de l'homme, qu'ils mettent fin aux lois d'exception et qu'ils respectent et mettent en œuvre les décisions du Tribunal Européen des Droits de l'Homme.

Par conséquent, et dans l'attente de votre réponse bienveillante, nous vous prions de croire à l'expression de notre haute considération.

Les organisations politiques, syndicales et sociales qui avons signé l'Accord de Gernika



Mr. Herman Van Rompuy
President of the European Council
BRUSSELS

Mr. José Manuel Durão Barroso
President of the European Commission
BRUSSELS

Mr. Martin Schulz
President of the European Parliament
BRUSSELS

Iruña- Pamplona, 7 December 2012

Dear Mr. President of the European Council; Dear Mr. President of the European Commission; Dear Mr. President of the European Parliament,

We are writing to you about the recent Nobel Peace Prize awarded to the European Union. As Basque and European citizens we are delighted, and we congratulate you as heads of the European Union.

Naturally each citizen and organization has their own views on the specific policies implemented by the European Union in the various fields in which it is active; having said that, it is an undeniable fact that, in a steady trend, the European Common Project has furthered the cause of peace and of civil and human rights.

In this place in Europe – the Basque Country – the last political conflict within the Union is still going on. However, recent developments have given us fresh hope that normalization and peace are possible, and we would like you to know that:

Firstly.- The conflict we are going through in this European enclave called the Basque Country has causes of a political nature, and at the bottom of them is the denial of our national rights as a People. One aspect of this political conflict has been decades-long violent confrontation. Over the past 50 years there have been acts of violence in both States (France, Spain) that have led to a total of over 1400 deaths, thousands of people injured, a number of missing persons, some 10,000 people tortured and tens of thousands of detainees. Of the latter, there are currently about 800 people in prison, most of them serving time hundreds or even thousands of kilometres from their places of origin. However, in recent years steps have been taken to lead this conflict out of the confrontation phase and into a phase of resolution.

Secondly.- The Aiete International Conference, held a year ago now, agreed on five points. In Point One the Conference called upon ETA to publicly declare a permanent end to armed activity. In Point Two it urged the governments of Spain and France, if such a declaration were forthcoming, to welcome it and



agree to engage in discussions on the consequences of the armed conflict. In response to that demand by the International Observers, ETA announced a permanent end to armed struggle. In contrast, not only have the Governments of Spain and France not engaged in discussions on the consequences of the conflict, they have also acted contrary to good sense and to international dispute-resolution standards by continuing with the arrests, torture and acts of police brutality and by continuing to resort to emergency measures and legislation, even ignoring the steady stream of rulings that have come from the ECHR. Thus they have squandered the opportunity to set aside emergency justice and repression and to move forward towards peace and resolution.

Thirdly.- The vast majority of Basque citizens are of one mind that the time has come to peacefully settle this conflict that has caused so much suffering. Since the European Union is a leader in peace-making – witness the award of the Nobel Peace Prize and the Union's active participation in dispute resolution both within and without its own territory – and since the Basque conflict is a European conflict, both because it has affected European citizens and because it has arisen within two member states, we, the Gernika Agreement signatories, wish to ask of you:

1. That the European Union invite Member States France and Spain to deal with the consequences of the Basque conflict by applying international dispute-resolution standards.
2. Should they not do so, that the European Union lead that phase of the peace process which consists of settling the conflict, as a party involved in it.
3. That the Union call upon the States to undertake to respect human rights, to desist from resorting to emergency legislation, and to comply with and implement the ECHR's rulings.

Looking forward to hearing from you, we thank you in advance. Yours,

The political, trade union and social organizations who are signatories to the Gernika Agreement